



EXPERT'S
ADVICE

BELGIAN RESEARCH AIDS & HIV CONSORTIUM (BREACH) 2019

PRISE EN CHARGE DU VIH: UNE VISION BELGE POUR CONTENIR LES COÛTS!



Le symposium BREACH constituait une occasion unique de faire le point sur les aspects de financement des traitements et de la prévention de l'infection par le VIH, dans un contexte politique de volonté de contenir les coûts en augmentation significative, surtout depuis l'introduction de la PrEP. Les Professeurs Eric Florence, de l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers, et Stéphane De Wit du CHU Saint-Pierre de Bruxelles, se sont prêtés au jeu des questions - réponses.

La question du financement de la lutte contre le VIH recouvre plusieurs domaines comme le rappelle le Pr Eric Florence: «En effet, le financement dépend de plusieurs entités, le préventif étant classiquement du recours du régional, le curatif sous la responsabilité du gouvernement fédéral. Cependant, il existe des situations où les différents niveaux de pouvoir se rencontrent. C'est le cas notamment pour la prophylaxie pré-exposition (PrEP)». Concernant le financement des centres de référence, une nouvelle convention a été adoptée depuis l'année dernière. «Cette enveloppe nous permet de perpétuer notre approche multidisciplinaire nécessaire pour garantir des soins holistiques de qualité pour les personnes VIH+.»

Il faut aussi signaler les énormes progrès réalisés ces dernières années. Ceci se reflète dans les chiffres qui ont été présentés au récent symposium BREACH. «En effet, le centre fédéral de recherche Sciensano a montré que la Belgique a atteint les objectifs fixés par l'ONUSida avec 90% des personnes diagnostiquées, 90% de celles-ci étant traitées et 90% de ces dernières présentant une charge virale indétectable et ne pouvant donc plus transmettre le virus.»

OBJECTIF DÉPASSÉ!

«Aujourd'hui, nous entrons dans l'objectif ONUSida 2025 qui est de 95-95-95 plutôt que 90-90-90. Nous sommes parvenus à l'objectif fixé grâce d'une part à la possibilité de traiter immédiatement les patients et d'autre part par le financement de la PrEP. Et aussi grâce à une amélioration et une diversification des modalités de dépistage. Les médicaments

génériques y ont été largement introduits et avec succès, ce qui permet de modérer la hausse des coûts malgré un nombre croissant de patients.»

Sur le plan curatif en revanche, le recours aux génériques chez les patients VIH+ semble plus compliqué: «Actuellement, la place des génériques est pour moi relativement limitée puisqu'il s'agit de molécules plus anciennes, par définition. Tout en reconnaissant qu'il est nécessaire d'avoir une lecture critique de la littérature et d'analyser les possibilités concrètes de combiner molécules originales et médicaments génériques.»

VOUS VOULEZ DIRE DÉCOUPLAGE?

Les traitements combinés ont de façon évidente permis de simplifier le traitement des personnes atteintes par le VIH en améliorant notamment la compliance de ces derniers. Pour Eric Florence, le découplage de ces combinaisons n'est pas à l'ordre du jour: «Théoriquement, il est bien entendu possible de séparer à nouveau les différentes molécules entre elles lorsqu'un générique existe, mais dans la pratique cela n'est pas pratiqué à grande échelle à l'heure actuelle car le patient doit alors prendre deux pilules plutôt qu'une seule, ce qui peut lui sembler être un retour en arrière. Dans la PrEP, par contre, et selon mon expérience personnelle, les patients sont motivés à utiliser des médicaments génériques, ce qui est beaucoup moins le cas lors du traitement. Nous avons bien conscience que la maîtrise des coûts est un enjeu de santé publique et que l'utilisation des molécules (originales) de dernière génération impose des économies à d'autres niveaux. Nous devons donc

rester ouverts; plusieurs publications montrent en effet que c'est possible et il serait intéressant d'examiner en termes de pharmaco-économie les gains potentiels autour de guidelines à définir entre cliniciens. Ensuite, il faudrait dialoguer avec nos patients afin de percevoir ses motivations à passer vers un schéma impliquant la prise de 2 comprimés. Il s'agit donc d'un cas par cas. A mon sens, il n'existe pas un profil type de patients à qui l'on pourrait proposer cette démarche.»

EFFETS POSITIFS

Dans un contexte économique difficile pour les soins de santé où les restrictions budgétaires atteignent chacune de ses branches, il est essentiel de pouvoir poursuivre les efforts qui ont déjà été couronnés de succès. «C'est vrai que cela représente pas mal d'argent pour la sécurité sociale. Mais les études pharmaco-économiques sont assez unanimes pour démontrer un rapport coût-efficacité positif tant en prophylaxie que pour le traitement des patients VIH+, qui peuvent continuer à travailler, avoir une vie sociale normale ou encore éviter d'être contaminants. Chaque introduction sur le marché d'une nouvelle molécule implique une réflexion, non seulement en matière d'efficacité, mais également d'ordre pharmaco-économique, afin de définir une valeur (rapport coûts/bénéfices) au médicament plutôt qu'un simple prix. La question se posera de façon cruciale pour les injectables qui devraient prochainement être disponibles», conclut le Professeur Eric Florence.

Patrick Mairesse